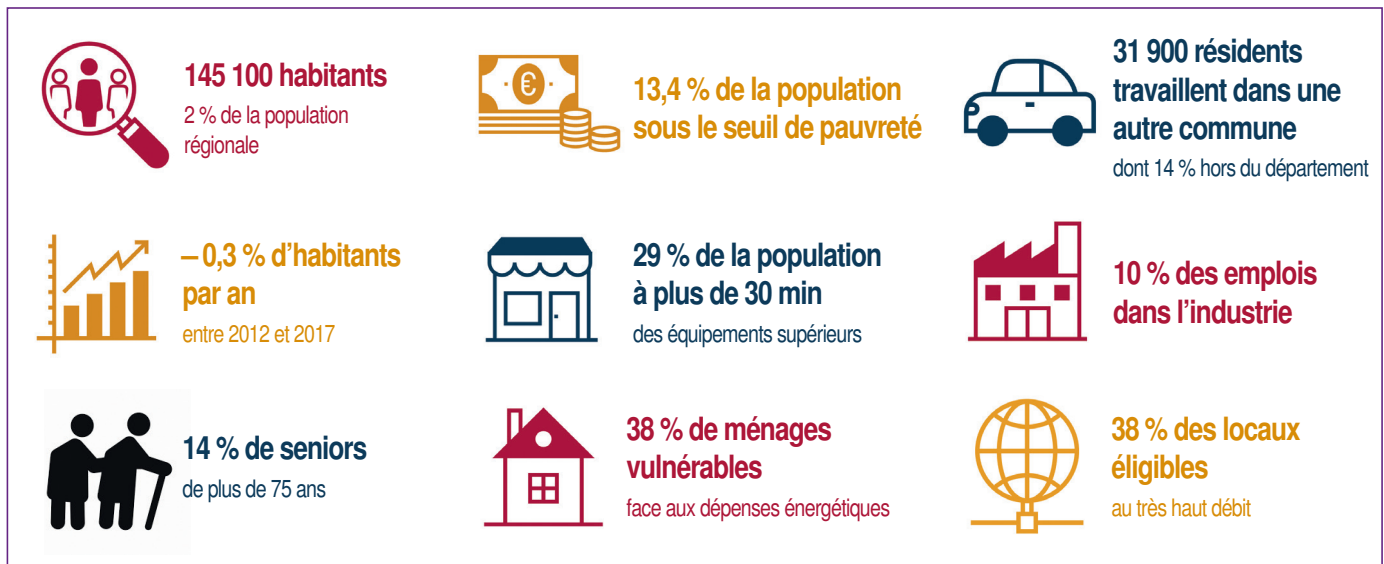


Département du Cantal

Déclin démographique et faible chômage traduisent un déficit d'activité

Chiffres-clés



Sources : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017, Filosofi 2016, Estel 2016, BPE 2017, distancier Méric ; France Très haut débit T2 2017

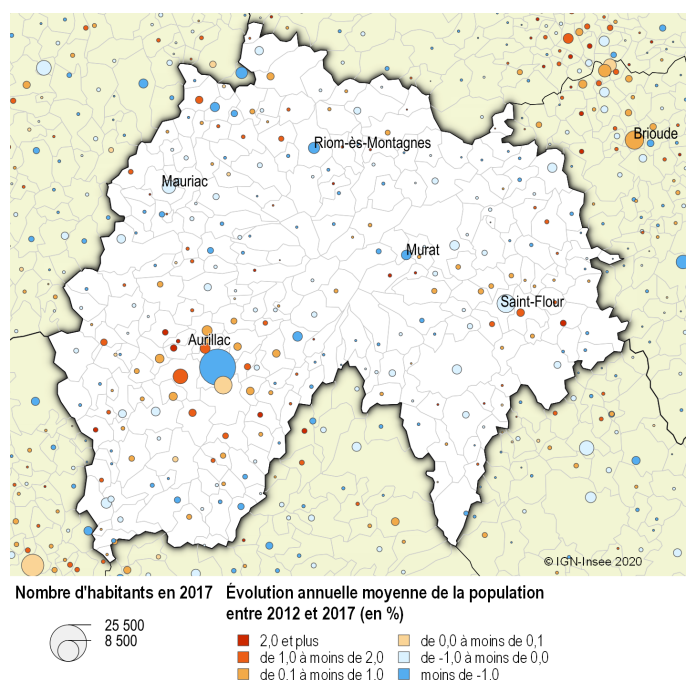
Les conditions d'un renouvellement de la population en âge de travailler ne sont pas réunies

Le Cantal est un département de montagne très faiblement peuplé. Il est en déclin démographique depuis le début du XX^e siècle. Sur la période récente, il perd encore des habitants (*figure 1*), au rythme de 0,3 % par an en moyenne, les naissances n'étant pas assez nombreuses pour compenser les décès. Sans changement profond des comportements démographiques, la population cantalienne devrait continuer de baisser d'ici 2050, comme dans une quinzaine de départements métropolitains. À cet horizon, 24 % de ses habitants seraient âgés de 75 ans ou plus, contre 15 % dans la région. Une partie d'entre eux devront faire face à la perte d'autonomie, comme 37 % des personnes de cette tranche d'âge aujourd'hui.

Le vieillissement de la population représente ainsi un défi économique majeur. Le département compte de moins en moins de personnes en âge de travailler, alors que la population active régionale continue de croître. Les jeunes partent massivement étudier ou trouver du travail ailleurs. À moyen terme, l'implantation et le développement d'activités susceptibles d'accueillir ou de retenir ces populations d'âge actif paraissent primordiaux pour maintenir un certain niveau d'activité et de services sur l'ensemble du territoire. Les personnes susceptibles de venir s'installer peuvent aspirer à des modes de vie différents de celles qui y vivent aujourd'hui. Se dessine, en corollaire, un enjeu pour le territoire : assurer un cadre de vie et une offre de logements adaptés aux attentes de nouvelles générations d'actifs. La résorption de la vacance (très prononcée) et la rénovation de l'habitat peuvent constituer des leviers pour restaurer l'attractivité des bourgs ruraux. La réduction des dépenses énergétiques liées au logement doit aussi faire l'objet d'une attention particulière dans ces bourgs. Celles-ci placent 38 % des ménages cantaliens en situation de vulnérabilité énergétique.

1 Un département en déclin démographique, malgré des gains de population autour d'Aurillac

Évolution de la population des communes entre 2012 et 2017



Source : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017

Le potentiel économique du département entravé par la déprise démographique

La situation économique du Cantal est intimement liée à la déprise démographique. Sur longue période, l'emploi n'a quasiment pas progressé. Le Cantal a perdu près de 40 % de ses emplois non salariés au cours des trente dernières années, en grande partie à cause du recul de l'agriculture. Entre 2010 et 2017, le volume d'emplois salariés diminue également. Le taux de chômage, parmi les plus bas du pays, traduit un déficit d'activité et d'emploi. L'enjeu central pour le département sera de créer un contexte favorable au maintien ou au développement de la création de richesses sur le territoire. Cela vise aussi bien la préservation du tissu industriel, le soutien aux PME locales positionnées sur des marchés de niche, que l'exploitation des nouvelles opportunités offertes par les usages du numérique. L'économie du département propose encore peu d'emplois qualifiés qui seraient à même de correspondre aux attentes d'une main-d'œuvre de plus en plus diplômée. Malgré des atouts indéniables, la fréquentation touristique reste faible et génère peu de retombées économiques et d'emplois. Les efforts en matière de développement touristique pourraient prioritairement porter sur la structuration de l'offre et l'adaptation des prestations d'accueil aux nouvelles exigences de la clientèle.

Agriculture : les enjeux de l'organisation des filières et de la valorisation de la production

L'économie cantalienne repose sur une agriculture encore relativement forte. Celle-ci constitue le socle d'une chaîne de valeur importante en termes d'emploi. En 2017, le Cantal compte encore 11,8 % d'actifs employés dans l'agriculture, contre 2,3 % seulement en France métropolitaine. Ce secteur reste souvent l'une des rares sources d'activité économique dans les petites communes rurales et crée aussi des débouchés dans l'industrie agroalimentaire, la fabrication de fromages notamment. En 2015, au sein du département, près de 4 500 ménages de moins de 65 ans tirent tout ou partie de leurs ressources de cette activité. Au regard de la situation des autres départements français, les ménages agricoles cantaliens figurent cependant parmi ceux qui disposent des plus faibles revenus. La plupart des exploitations sont tournées vers l'élevage bovin, l'une des activités les moins rémunératrices. Aux faibles résultats tirés de l'exploitation s'ajoutent des revenus complémentaires (issus de la propriété ou procurés par l'activité salariée d'un conjoint) également plus faibles qu'en moyenne, qui ne permettent donc pas de combler le différentiel de niveau de vie.

Le soutien à l'installation de jeunes agriculteurs permet d'assurer un certain renouvellement, avec des exploitants moins âgés, en moyenne, que dans le reste de la région. L'agriculture cantalienne dispose également de cinq AOP fromagères et les atouts d'une production de montagne souvent perçue comme un gage de qualité. À l'avenir, la structuration de filières créatrices de valeur constituera sans doute un axe fort pour conforter le potentiel de production du département et assurer une bonne valorisation des produits. Actuellement, les producteurs laitiers cantaliens dégagent des revenus nettement inférieurs (de l'ordre de 29 %) à ceux des éleveurs de Savoie et de Haute-Savoie, impliqués collectivement dans une stratégie de filière visant à garantir une redistribution de la valeur. Avec la croissance probable des marchés, la ressource forestière présente aussi un potentiel tant dans le domaine du bois-construction que celui du bois-énergie. Cependant, le fort morcellement de la propriété en limite actuellement l'exploitation et le développement.

Un département enclavé et une population diffuse

Les enjeux sur l'avenir économique du territoire cantalien posent nécessairement la question de son désenclavement. La position géographique du département à l'extrême sud-ouest de la région, couplée à un relief difficile, induit des temps de déplacements importants vers les

grands pôles économiques comme Lyon, Clermont-Ferrand ou même Toulouse, qui exerce une attraction sur le sud-ouest du territoire. Le réseau ferré reste peu performant et les temps de trajet en transports interurbains particulièrement longs, malgré des améliorations significatives du réseau routier. Les habitants restent relativement isolés des grands axes de communication. Ainsi, 46 % des communes se situent à plus d'une heure de l'autoroute, dont la préfecture et la plupart des communes du bassin d'Aurillac sur lequel se recentre aujourd'hui une grande partie des résidents.

La répartition très diffuse des habitants sur le territoire rend aussi la mobilité délicate. En 2017, 24 % d'entre eux mettent de plus de sept minutes pour accéder aux équipements les plus courants (gamme de proximité), alors que cette proportion est inférieure à 3 % sur l'ensemble de la région. Les Cantaliens font partie des résidents de métropole les plus éloignés des commerces et services de la vie courante. Seules les populations résidant à proximité d'Aurillac ou au sein même d'un pôle de bassin de vie y accèdent aisément. Dans les zones rurales et montagneuses très peu denses (Margeride, Aubrac, Cézallier...), les équipements sont beaucoup moins présents et les temps d'accès figurent parmi les plus élevés de France. Les collectivités publiques devront donc veiller à préserver le maillage de petits pôles desservant ces zones les plus enclavées pour garantir un développement territorial équilibré. Le développement de nouvelles formes d'accès aux services (points multi-services, maisons de services au public ou développement de la télémédecine) peut aussi y aider. L'amélioration de la desserte numérique ouvre de nouvelles possibilités et des perspectives pour la localisation de nouvelles activités dans le département. Cependant, le Cantal fait partie des dix départements français pour lesquels l'accès au numérique est le moins développé en 2019, notamment en termes de couverture 4G. La part de locaux raccordables au très haut débit reste également en deçà de la moyenne nationale. ■